

La tâche du parti est loin de s'éteindre avec la prise du pouvoir, car les ouvriers ne peuvent pas acquérir d'un coup une conscience complète de classe et s'ils sont parvenus à abattre le pouvoir de la bourgeoisie, ce n'est nullement parce que, précédemment, ils ont pu réaliser des conditions politiques de capacité nécessaires (nous répétons que le capitalisme est là pour les empêcher et briser, par tous les moyens, l'habilitation des minorités ouvrières qui se donnent pour but de construire le parti de classe), mais c'est parce que l'évolution productive mondiale a brisé, en un ou plusieurs endroits, le mécanisme de domination du capitalisme. Certes, en fonction même des situations révolutionnaires, les ouvriers parviennent à acquérir une conscience lucide de leurs intérêts de classe (et à ce moment les traîtres seront là pour mettre tout en œuvre et briser l'élan prolétarien), mais il s'agit d'éclaircies idéologiques ne durant que provisoirement. Les ouvriers ont donc un intérêt primordial à l'existence et au développement du parti de classe, seul instrument capable de les conduire à la victoire mondiale.

Ce contraste entre prise du pouvoir et immaturité des conditions économiques, idéologiques et politiques pour l'exercice du pouvoir de la classe ouvrière dans l'intérêt du triomphe de la révolution mondiale, nous fait rejeter les positions défendues par les camarades hollandais aussi bien que la thèse centrale du camarade Hennaut. Suivant ces derniers camarades, le dilemme serait le suivant : ou bien la classe ouvrière en est capable et alors la révolution se justifie, et, dans ce cas, il faut réaliser une pleine disposition de l'appareil de production de la part des ouvriers, ou bien cette classe n'est pas capable d'exercer le pouvoir, et alors la dégénérescence devient inévitable et la seule condition pour l'arrêter ou la conjurer consiste toujours dans cette libre disposition des ouvriers qui pourront au moins enrayer la formation d'une nouvelle classe exploiteuse s'établissant sur les fondements mêmes de l'Etat ouvrier. A notre avis, l'immaturité de la classe ouvrière ne lui est nullement imputable, mais est l'héritage de siècles d'exploitation économique et politique. Toutefois, puisqu'elle résulte du processus contradictoire de l'évolution de la société divisée en classe, aucune possibilité n'existera pour faire adhérer l'appareil productif et politique aux vertèbres de la masse des travailleurs dont l'histoire ne verra jamais la formation définitive d'une réelle classe car, au moment où la maturation économique et politique se sera faite pour l'achèvement de la conscience de classe des ouvriers, à ce moment l'heure aura sonné pour la disparition même des classes et la fondation de la société communiste.

Pour conclure à ce sujet, il s'agit et d'un processus contradictoire de la chute du régime capitaliste mondial et d'un processus contradictoire de la fondation de la société communiste devant traverser une phase transitoire au cours de laquelle la seule planche de salut ne consiste pas en des victoires militaires, économiques et politiques de l'Etat ouvrier sur l'échiquier mondial ; ne réside pas non plus dans l'impossible réalisation des conditions socialistes à l'intérieur du pays, où le prolétariat a vaincu, mais uniquement dans l'œuvre victorieuse de fondation du parti international du prolétariat, ce qui n'est que la conclusion de la victoire mondiale de la classe ouvrière.

Dans le domaine économique, nous avons longuement expliqué, en reprenant le «Capital», que la socialisation des moyens de production n'est pas une condition suffisante pour sauvegarder au prolétariat la victoire qu'il a conquise. Nous avons aussi expliqué pourquoi nous devons revoir la thèse centrale du IVe Congrès de l'Internationale qui, après avoir considéré comme « socialistes » les industries étatiques et « non-socialistes » toutes les autres, en arrivaient à cette conclusion : la condition de la victoire du socialisme se trouvait dans l'extension croissante du « secteur socialiste » évinçant les formations économiques du « secteur privé ». L'expérience russe est là pour nous prouver qu'au terme d'une socialisation monopolisant toute l'économie soviétique, nous ne verrons nullement une extension de la conscience de classe du prolétariat russe et de son rôle, mais la conclusion d'un processus de dégénérescence amenant l'Etat Soviétique à s'intégrer au monde capitaliste qui a pu avoir raison de lui — au point de vue politique et révolutionnaire — justement dans la mesure où s'accroissaient les pouvoirs monopolistes de l'Etat dans le domaine économique et politique.

Nous avons mis à l'avant-plan, non une notion de structure et d'organisation de la société prolétarienne, dans sa phase de transition, mais une notion de vie intérieure du mécanisme économique, tout en soulignant que l'Etat, même prolétarien, loin de se diriger vers la sauvegarde des intérêts ouvriers, tend à enfreindre ce qui nous semble être le fondement d'une économie prolétarienne. A ce dernier propos, nous préférons l'expression beaucoup moins prétentieuse d'économie prolétarienne en lieu et place d'économie socialiste. Marx avait trouvé l'explication de toute l'économie capitaliste et la source du privilège de classe dans l'existence et le développement progressif absolu ou relatif de la plus-value. Nous reportant à la même base, nous avons indiqué la source primaire de l'économie prolétarienne en opposant au taux de

l'accumulation capitaliste s'accompagnant, dans son évolution, avec la croissance du taux de l'exploitation ouvrière, le taux de la croissance des salaires absolue et relative, aux dépens inévitables du taux de l'accumulation. Pour nous, il s'agit donc, ainsi que nous l'avons dit, d'un problème interne du mécanisme économique, les questions de la socialisation ne pouvant être considérées que comme des conditions initiales auxquelles doit suivre un changement radical dans toute la vie productive. A l'opposé du IVe Congrès de l'Internationale, qui voyait un problème *formel* de croissance de l'industrie étatique, nous avons opposé un problème de *tendance* et avons aussi expliqué que l'industrie étatique n'est nullement prolétarienne d'elle-même et surtout qu'elle ne le deviendra jamais si on lui assigne comme but celui d'un taux d'accumulation qui, étant plus élevé que celui du secteur privé, permettrait d'évincer ce dernier, dans le duel entre les deux formes de la vie économique. A la conception courante d'une industrialisation progressive attribuant aux ouvriers, dans le futur, ce qui leur serait enlevé immédiatement pour renforcer militairement et économiquement le prolétariat, nous avons opposé l'autre thèse de l'inévitabilité d'une croissante extraction de plus-value aux ouvriers du moment que l'on s'est placé sur le chemin de l'augmentation continue du taux de l'accumulation. Il nous semble donc que l'on ne peut rester marxistes qu'à la seule condition de considérer que la faculté de poser tel ou tel geste *demain* est conditionné par ce que nous faisons *aujourd'hui*. D'autre part, ainsi nous serons inévitablement entraînés à la suite de ces mêmes tendances économiques, politiques et historiques que, loin d'avoir combattues, nous aurons validées par une décision programmatique du parti. Sur le même plan, nous avons expliqué pourquoi, au sujet de l'Etat Soviétique, le dilemme ne se pose pas en réalité entre communisme de guerre et Nep, car, dans l'une aussi bien que dans l'autre des deux politiques économiques, les germes pouvaient se glisser (et ils s'y sont glissés) pour fausser le mécanisme économique en le faisant rouler au désavantage des intérêts immédiats et historiques du prolétariat.

Pour terminer ce bref rappel des notions centrales que nous avons développées précédemment, nous marquerons que la nécessité de préciser la formule générale de « dictature du prolétariat » est une condition de tout premier ordre pour clarifier le problème, si complexe, de l'Etat prolétarien, puisque l'expérience russe nous prouve qu'elle ne s'est épanouie qu'au travers d'une dictature de l'Etat et cela après que les travaux théoriques de Lénine eussent révélé

les erreurs de la Commune, l'insuffisance de cette fermeté nécessaire à la vie de l'Etat ouvrier dans ses différentes manifestations, sans que ses travaux puissent entamer le problème essentiel — à notre avis — celui du parti, de son action, des bases mêmes où il doit s'asseoir pour s'acquitter de son rôle dans l'intérêt de la révolution mondiale.

S'il est vrai que le syndicat est menacé dès sa fondation, de devenir l'instrument des courants opportunistes, cela est d'autant plus vrai pour l'Etat, dont la nature même est d'enrayer les intérêts des masses travailleuses pour permettre la sauvegarde d'un régime d'exploitation de classe, ou pour menacer, après la victoire du prolétariat, de donner vie à des stratifications sociales s'opposant toujours davantage à la mission libératrice du prolétariat. Toutefois, il ne peut être question de se passer de cet instrument avant que la technique de production n'aura permis, avec la possibilité de la pleine satisfaction des producteurs, de passer à la destruction définitive des classes. Si, au cours de la vague révolutionnaire mondiale qui a permis au prolétariat d'un certain pays de prendre le pouvoir, l'Etat ouvrier se trouve, par la force même des situations révolutionnaires, devoir mettre au second plan les questions économiques pour apparaître comme un instrument donné de la lutte du prolétariat qui marche à l'écrasement du capitalisme mondial, il n'en est nullement de même pour la seconde phase où l'assaut de la classe ouvrière mondiale ayant été brisé momentanément par le capitalisme, une période s'ouvre où il faudra non se jeter à l'aventure et livrer bataille à l'ennemi dans des conditions venues provisoirement défavorables, mais résoudre tous les problèmes économiques et politiques propres à cette phase d'attente d'une nouvelle poussée révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale. Les problèmes de la vie de la dictature du prolétariat, déjà très importants au début de la révolution, deviendront extrêmement plus compliqués du fait de la modification de la conjoncture de la lutte de classe internationale.

Vouloir préciser en « dictature du parti communiste » la formule générale de la dictature du prolétariat, c'est tout d'abord reconnaître qu'au travers de l'Etat et de ses institutions de répression, aucune possibilité n'existe de maintenir le prolétariat vainqueur dans les rails de la révolution mondiale. Si c'est du fait de considérations économiques que nous devons inévitablement supporter la nécessité de l'Etat, c'est surtout dans ce domaine que nous devons concevoir l'activité de l'Etat, sans pour cela estimer toutes les considérations déjà émises sur le